RCS : EVRY
Code greffe : 7801

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de EVRY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2004 B 00123
Numéro SIREN : 451 647 903
Nom ou dénomination : BRICO DEPOT

Ce dépôt a été enregistré le 16/08/2022 sous le numéro de dépôt 14403

BRICO DEPOT
Société par actions simplifiée au capital de 240 000 000 €
Siège social : 30 et 32 rue de la Tourelle 91310 Longpont sur Orge
451 647 903 RCS EVRY

Acte déposé au Greffe du Tribunal de Commerce d'EVRY
Le : 16 AOUT 2022
Numéro: 144103

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 6 JUILLET 2022

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2022

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 81 202 789,95 euros de la manière suivante :

Origine

- Résultat bénéficiaire de l'exercice 81 202 789,95 €
- Rappel du poste « Autres réserves » 248 582 705,98 €

Affectation

- Dotation en totalité aux Autres réserves 81 202 789,95 €
- Poste « Autres réserves » après affectation 329 785 495,93 €

Nous vous rappelons qu'une distribution de réserves d'un montant de 160 millions d'euros a été décidée par l'associé unique en date du 8 décembre 2021 avec mise en distribution le 10 décembre 2021.

Pour se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, il est rappelé ci-après les dividendes distribués au titre des 3 derniers exercices.

Exercice	Distribution globale	Revenus éligibles à l'abattement de 40 %	Revenus non éligibles à l'abattement
31/01/2021	-	-	-
31/01/2020	-	-	-
31/01/2019	40 000 000 €	-	40 000 000 €

Pour copie certifiée conforme,

Le Président,
Kingfisher Investissements
Représentée par Grégoire Dufour

BRICO DEPOT

Société par actions simplifiée

30-32 RUE DE LA TOURELLE

91310 LONGPONT-SUR-ORGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2022

Deloitte.

Deloitte & Associés
Etablissement secondaire Lille
78 rue de la Chaude Rivière
59800 Lille
France
Téléphone + 33 (0) 3 20 14 95 40
www deloitte fr

BRICO DEPOT

Société par actions simplifiée

30-32 RUE DE LA TOURELLE

91310 LONGPONT-SUR-ORGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 janvier 2022

À l'associé unique de la société BRICO DEPOT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société BRICO DEPOT relatifs à l'exercice clos le 31 janvier 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er février 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et règlementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Deloitte.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 11 mai 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Edouard LHOMME

COMPTES ANNUELS

BRICO DEPOT

Société par actions simplifiée unipersonnelle

30 -32 rue de la Tourelle 91310 Longpont sur Orge

DATE DE CLOTURE : 31/01/2022

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	26 062 290	26 062 290	0	3 060
Fonds commercial	76 164 441	2 960 621	73 203 820	73 203 820
Autres immobilisations incorporelles	1 933 546	0	1 933 546	405 875
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	***104 160 277***	***29 022 911***	***75 137 366***	***73 612 754***
Terrains	0	0	0	0
Constructions	292 850 169	209 286 875	83 563 294	78 325 028
Installations techniques, matériel	124 479 178	97 304 971	27 174 208	20 294 006
Autres immobilisations corporelles	11 877 104	9 592 446	2 284 657	864 107
Immobilisations en cours	18 745 620	0	18 745 620	16 529 951
Avances et acomptes	313 158	0	313 158	252 902
TOTAL immobilisations corporelles	***448 265 230***	***316 184 292***	***132 080 938***	***116 265 995***
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	7 359	0	7 359	7 359
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	861 944	0	861 944	823 713
TOTAL immobilisations financières	***869 303***	***0***	***869 303***	***831 072***
Total Actif Immobilisé (II)	***553 294 810***	***345 207 203***	***208 087 607***	***190 709 821***
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	596 090 310	7 927 867	588 162 443	541 910 661
TOTAL Stock	***596 090 310***	***7 927 867***	***588 162 443***	***541 910 661***
Avances et acomptes versés sur commandes	126 174	0	126 174	79 805
Clients et comptes rattachés	14 103 116	1 706 504	12 396 612	18 921 524
Autres créances	390 017 380	5 027 779	384 989 601	480 048 861
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	***404 246 670***	***6 734 283***	***397 512 387***	***499 050 191***
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	18 771 421	0	18 771 421	37 199 103
TOTAL Disponibilités	***18 771 421***	***0***	***18 771 421***	***37 199 103***
Charges constatées d'avance	6 714 839	0	6 714 839	6 216 171
Total Actif Circulant (III)	***1 025 823 240***	***14 662 149***	***1 011 161 090***	***1 084 376 126***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0	[redacted]	0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0	[redacted]	0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	95 205	[redacted]	95 205	118 660
Total Général (I à VI)	***1 579 213 254***	***359 869 352***	***1 219 343 902***	***1 275 204 608***

Sommaire

Bilan - Actif 3
Bilan - Passif 4
Compte de résultat 5
Compte de résultat (suite) 6
ANNEXE 7
Règles et méthodes comptables 8
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT 14
Immobilisations 15
Amortissements 16
Provisions inscrites au bilan 17
Fonds de commerce 18
Etat des échéances, des créances et des dettes 19
Charges constatées d'avance 20
Produits constatés d'avance (Néant) 21
Charges à payer et Produits à recevoir 22
Charges et produits exceptionnels 23
Composition du capital social 24
Ventilation du Chiffre d'affaires 25
Transfert de charges 26
Variation des capitaux propres 27
Répartition de l'impôt sur les bénéfices 28
Eléments relevant de plusieurs postes du bilan 29
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS 30
Engagements financiers donnés et reçus 31
Fiscalité latente ou différée 32
Effectif moyen 33

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 240 000 000	240 000 000	240 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		24 000 000	24 000 000
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	248 582 706	370 024 502
TOTAL Réserves		**272 582 706**	**394 024 502**
Report à nouveau		0	0
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		**81 202 790**	**38 558 204**
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		4 101 860	4 238 356
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		***597 887 356***	***676 821 062***
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		***0***	***0***
Provisions pour risques		25 736 914	26 178 233
Provisions pour charges		57 274 458	58 808 046
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		***83 011 372***	***84 986 279***
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	0
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	768 264	867 951
TOTAL Dettes financières		***768 264***	***867 951***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 721 656	1 066 373
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		397 684 654	383 356 660
Dettes fiscales et sociales		120 444 263	99 365 775
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		13 432 430	5 284 647
Autres dettes		4 390 875	23 438 494
TOTAL Dettes d'exploitation		***537 673 879***	***512 511 948***
Produits constatés d'avance		0	0
TOTAL DETTES (IV)		***538 442 143***	***513 379 899***
Ecart de conversion Passif (V)		3 032	17 368
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		***1 219 343 902***	***1 275 204 608***

Résultat de l'exercice en centimes ***81 202 789,95***

Total du bilan en centimes *1 219 343 902,01*

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			2 568 541 016	5 051 493	2 573 592 509	2 284 178 218
Production vendue biens			781 842	1 327	783 168	266 630
Production vendue services			15 173 388	7 951 808	23 125 196	28 860 561
Chiffres d'affaires nets			***2 584 496 245***	***13 004 627***	***2 597 500 873***	***2 313 305 410***
Production stockée					0	0
Production immobilisée					0	0
Subventions d'exploitation					6 204 517	329 204
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					33 812 802	26 939 563
Autres produits					2 400 853	2 773 348
		Total des produits d'exploitation (I)			***2 639 919 044***	***2 343 347 524***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					1 621 268 544	1 401 250 499
Variation de stock (marchandises)					-32 531 734	12 305 213
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					0	0
Autres achats et charges externes					436 583 456	437 906 883
Impôts, taxes et versements assimilés					41 065 659	41 452 526
Salaires et traitements					278 695 592	241 806 560
Charges sociales					91 966 936	74 436 653
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements			20 123 814	19 341 349
		Dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				12 713 774	21 382 235
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				5 547 917	7 260 552
Autres charges					38 641 648	33 762 167
		Total des charges d'exploitation (II)			***2 514 075 605***	***2 290 904 637***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					125 843 439	52 442 887
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					0	0
Produits financiers de participations					0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres intérêts et produits assimilés					195 413	133 243
Reprises sur provisions et transferts de charges					0	0
Différences positives de change					0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			***195 413***	***133 243***
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées					1 959 359	2 810 360
Différences négatives de change					0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des charges financières (VI)			***1 959 359***	***2 810 360***
RÉSULTAT FINANCIER					-1 763 946	-2 677 117
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					124 079 493	49 765 770

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 981 644	19 577 114
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 148 829	243 250
Reprises sur provisions et transferts de charges	12 379 515	21 207 436
Total des produits exceptionnels (VII)	***22 509 989***	***41 027 800***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 745 631	5 289 103
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	0	2 947
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 160 593	19 253 052
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***12 906 224***	***24 545 101***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**9 603 765**	**16 482 699**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	17 137 000	7 277 000
Impôts sur les bénéfices (X)	35 343 468	20 413 265
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***2 662 624 446***	***2 384 508 568***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***2 581 421 656***	***2 345 950 364***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***81 202 790***	***38 558 204***

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

BRICO DEPOT

NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 01/02/2021 au 31/01/2022.
Le total du bilan est de 1 219 343 902 € et le résultat s'élève à 81 202 790 €.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE :

i. Gestion de la crise sanitaire Covid-19

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises.
Dans ce contexte et dans la continuité de l'exercice précédent, Brico Dépôt a poursuivi ses actions pour sécuriser ses dépôts à destination des clients et des collaborateurs notamment au moyen d'équipements de protection.

Notre société a bénéficié de l'aide gouvernementale au titre de l'activité partielle à hauteur de 0,8 millions d'euros en 2021.

ii. Ouverture de dépôts

L'enseigne a ouvert deux nouveaux dépôts au cours du 1er semestre sur les sites de Ballainvilliers et Pontault Combault.

iii. 2 PSE validés par la DIRECCTE le 3 juillet 2018 et le 1er août 2019

Les Plans de Sauvegarde de l'Emploi accompagnant (i) le projet de réorganisation des sociétés Brico Dépôt et Euro Dépôt Immobilier et (ii) les conséquences du projet de fermeture des dépôts Brico Dépôt de Flins sur Seine et de Calais ont été mis en œuvre. Le coût total de ces 2 PSE a impacté les résultats des 2 exercices précédents. Une provision de 2,8 m€ subsiste dans les comptes à la clôture de cet exercice.

iv. Contrôle fiscal et autre procédure

La vérification de comptabilité engagée en 2019 au titre des exercices clos de 2017 à 2019 a abouti à une proposition de rectification le 17 février 2021. Le principal rehaussement porte sur la remise en cause de l'abattement de 30% en matière de TASCOM, dont Brico Dépôt revendique l'application. L'interlocution départementale s'est tenue le 10 décembre. Brico Dépôt continuera de défendre l'application de l'abattement en portant le litige devant le Tribunal administratif.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis selon les dispositions de la loi du 30 avril 1983, du décret du 29 novembre 1983, du Règlement ANC n°2018-01 et conformément aux principes généralement admis.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et en conformité avec les règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est celle des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :

FONDS COMMERCIAL

Les fonds de commerce, enregistrés à leur coût d'acquisition, sont dépréciés, le cas échéant, selon la méthode décrite ci après pour les immobilisations corporelles. Leur valeur actuelle au bilan, en accord avec les règles de dépréciation des actifs, correspond à la valeur la plus élevée entre la valeur de marché et la valeur d'utilité.

Pour déterminer celle-ci, le fonds commercial est regroupé avec l'ensemble du groupe d'actif auquel il appartient, comme le préconise la norme IAS36, étant donné qu'il n'a pas de flux de trésorerie direct associé.

MALIS DE FUSION TECHNIQUES :

Pour chacun des malis techniques présents à l'actif, une revue annuelle d'indices de perte de valeur des actifs sous-jacents est réalisée en vue de déterminer le montant de la dépréciation potentielle de ces malis techniques.

En cas de sortie de l'actif sous-jacent d'un mali de fusion, la quote-part de mali de fusion affectée à cet actif sera sortie à due concurrence.

LOGICIELS :

Les logiciels sont inscrits à l'actif pour leur coût d'acquisition (prix d'achat des licences, droits d'utilisation) ou leur coût direct de développement qui correspond aux dépenses externes et aux frais de personnel directement attribuables aux projets

Ils sont amortis suivant la méthode linéaire sur des durées d'utilisation allant de 1 à 5 ans. Les logiciels étant amortissables en dégressif, des amortissements dérogatoires sont comptabilisés pour la différence avec les amortissements calculés selon la méthode linéaire.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires) ou à leur coût de production lorsqu'il s'agit de « livraisons à soi-même » ; elles n'incluent pas de frais financiers.

Les amortissements sont calculés suivant la méthode linéaire en fonction des durées réelles d'utilisation suivantes :

Catégorie	Durée
Constructions	20 ans
Agencements	5 à 20 ans selon nature
Rayonnage	5 à 10 ans selon nature
Matériel et outillage	3 à 5 ans selon nature
Matériel de transport	5 ans
Mobilier de bureau	4 à 8 ans
Matériel informatique	4 à 5 ans

Par ailleurs, il n'est pas retenu de valeur résiduelle en fin de vie des immobilisations pour la détermination des plans d'amortissement. Les frais d'acquisition des immobilisations sont désormais activés.

Un amortissement dérogatoire est mis en place pour les catégories d'immobilisations amortissables en dégressif.

Tous les éléments amortissables ou non sont, le cas échéant, suite à une revue d'indices de perte de valeur, dépréciés par voie de provision pour les ramener à leur valeur actuelle.

Ainsi, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations, il est procédé au calcul de la valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la valeur de marché (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien.

Dans le cas où la valeur recouvrable serait inférieure à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

TITRES DE PARTICIPATION :

La valeur des titres de participation correspond au coût historique d'acquisition. Si la valeur d'usage, appréciée en fonction de l'actif net, de la rentabilité et des perspectives de développement devenait inférieure à leur valeur brute, une provision pour dépréciation serait constituée pour le montant de la différence.

AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES :

Les autres titres immobilisés sont dépréciés si la valeur de marché devient inférieure à la valeur comptable.

Les créances et prêts sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non remboursement.

STOCKS :

Il s'agit de stocks de marchandises.
Les stocks sont évalués au prix de revient moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises comprend le prix d'achat et les frais accessoires, notamment les frais d'approche réels nécessaires à l'acheminement des produits jusqu'à leur premier lieu de stockage, et tient compte des remises quantitatives de fin d'année.

Une provision pour dépréciation est éventuellement constatée par catégorie de stocks (gamme ou déréférencés) sur la base de la valeur probable de réalisation et du délai d'écoulement ou du temps écoulé depuis la date de déréférencement, afin d'adapter la provision en fonction du niveau de risque.

CREANCES :

Elles sont valorisées à leur valeur nominale et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

CREANCES ET DETTES EN DEVISES :

Les créances et dettes faisant l'objet d'une couverture efficace sont enregistrées sur la base du cours de couverture et sont maintenues à ce cours jusqu'au règlement effectif. Aucun écart de change latent n'est constaté dans les comptes en fin de période.

ECARTS de CONVERSION :

Les créances et dettes non couvertes sont comptabilisées au cours du jour et sont converties au cours de clôture. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires prévus par le PCG.

Des provisions pour pertes de change sont systématiquement comptabilisées pour le montant des écarts de conversion actif constatés.

A compter du 1er janvier 2017, en application du règlement ANC n°2015-05 du 2 juillet 2015 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture, les pertes et gains de change relatifs aux créances et aux dettes commerciales sont comptabilisés dans le résultat d'exploitation.

INSTRUMENTS FINANCIERS :

La société a recours à des instruments financiers (achats de devises à terme) pour couvrir l'exposition au risque de change sur les achats de marchandises hors frais d'approche : ils sont souscrits en fonction de la date de transfert de propriété. Ils sont utilisés dans le cadre d'une couverture de flux financiers.

Les contrats d'achat et de vente de dollars à terme non échus sont mentionnés en engagement hors bilan, conformément aux principes comptables français.

Eléments sur les contrats à terme au 31 janvier 2022 :
Valeur de la couverture (en USD) : 233 700 000 dollars
Juste valeur à terme (en EUR) : 192 609 187 euros
Plus-value latente (en EUR) : 7 306 460 euros

DETTES : affacturage inversé (reverse factoring) :

La société a mis en place avec la plateforme Prime Revenue un contrat de reverse factoring, proposé à environ 70 fournisseurs de marchandises. Les dettes fournisseurs payées par ce moyen figurent en dettes d'exploitation, au poste de Dettes fournisseurs et comptes rattachés.

DISPONIBILITES EN DEVISES :

Les flux bancaires en devises utilisés pour la couverture de flux marchandises sont comptabilisés au cours de couverture et sont maintenus à ce cours jusqu'au règlement effectif. Aucun écart de change latent n'est constaté dans les comptes en fin de période.

Les autres flux bancaires sont constatés au cours du jour. Le solde des comptes bancaires est converti en fin de période au cours de clôture.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :

Des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet - liés à des litiges commerciaux, prud'hommaux, garanties données aux clients, et tous autres litiges divers - et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

Le niveau de provision tient compte de la probabilité de réalisation du risque.

INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE :

Afin de couvrir les engagements de retraite, la société KINGFISHER INVESTISSEMENTS a signé un contrat d'assurance régissant le fonctionnement du régime d'indemnités de départ en retraite des salariés du groupe en France.

Pour la part non couverte par ce contrat, la société comptabilise dans ses comptes, conformément à la recommandation CNC du 01/04/2003 une provision pour retraite.

Le calcul de cette provision résulte du calcul des engagements de retraite, réalisé par un actuaire extérieur.

Les engagements sont calculés individuellement, selon la méthode rétrospective, en tenant compte de la probabilité d'être présent dans l'entreprise à l'âge du départ à la retraite, de la rotation moyenne du personnel, de tables d'espérance de vie, en appliquant un taux d'actualisation de 0.8247 % à la clôture de l'exercice (contre 0.289 % à l'ouverture).

Les écarts actuariels résultant notamment de la variation du taux d'actualisation sont constatés directement dans le compte de résultat.

Les impacts des lois de financement de la sécurité sociale 2012 à 2014 sont pris en compte dans l'estimation de l'engagement ; ils impactent notamment les écarts actuariels. Il s'agit essentiellement de la prise en compte du passage graduel de l'âge légal de la retraite de 60 à 62 ans, ainsi que du passage de l'âge de 65 à 67 ans pour la liquidation de la retraite sans abattement et de l'allongement du nombre de trimestre requis.

Valeur nette au bilan 31/01/2021	**54 936 820**

Charge de l'exercice	**-463 211**
Retraite payée dans l'exercice	-626 314
Mutation groupe (transfert KIPF)	334 680
Coût des services de l'exercice	4 601 394
Coût d'intérêts	163 928
Rendement attendu des actifs	-7 503
Ecart actuariel	-4 929 396
Defined Benefit Obligation (DBO)	57 122 420
Juste valeur des actifs	-2 649 510
Obligation nette au 31/01/2022	**54 472 910**

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DE LA DIRECTION

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car, elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE :

Les comptes de la société sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes de la société suivante :

KINGFISHER plc
3 Sheldon Square
London W2 6PX
ROYAUME UNI

IDENTITE DE LA SOCIETE TETE DE GROUPE D'INTEGRATION FISCALE

KINGFISHER INVESTISSEMENTS SAS
Zone industrielle de Templemars
59 175 TEMPLEMARS

MODALITES DE REPARTITION DE LA CHARGE D'IMPOT sur les SOCIETES

Il est retenu le principe de neutralité en vertu duquel la filiale doit constater dans ses comptes pendant toute la durée de l'intégration dans le groupe Kingfisher Investissements SAS une charge d'impôt sur les sociétés, de contributions additionnelles et de précompte analogue à celle qu'elle aurait constatée si elle n'avait pas été intégrée.

TAUX D'IMPOT APPLIQUE

Le taux d'impôt sur les sociétés applicable aux résultats de l'exercice est de 28,41% (taux normal de 27,5 %, augmenté de la contribution additionnelle de 3,3%).
Concernant la situation fiscale latente et différée, tenant compte des dispositions de la loi de finances pour 2018, corrigée par la loi du 11 juillet 2019, l'impact de l'IS est évalué au taux de 25,83 %, ce taux devant s'appliquer à partir de l'exercice clos au 31 janvier 2023.

PARTIES LIEES

La société étant détenue en totalité par Kingfisher Investissements, les transactions non conclues à des conditions normales de marché n'entrent pas dans le champ d'application des règlements ANC 2010-02 et 2010-03.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE :

i. Projet Hermès

Nous vous précisons que la société Kingfisher International Products France (KIPF) envisage d'apporter aux sociétés Castorama France et Brico Dépôt l'ensemble des éléments d'actif et de passif de ses branches d'activités « approvisionnement et logistique ».
Les activités transversales réalisées indifféremment au profit des deux enseignes seraient quant à elles cédées à la société Kingfisher Investissements.

Les consultations des CSE/CSEC des trois sociétés concernées ont débuté le 29 mars 2022.
Il est précisé que le CSEC de Brico Dépôt a rendu le 27 avril 2022 un avis favorable à la majorité sur l'opération envisagée.

KIPF, CF et BD.

ii. Distribution de réserves exceptionnelles

Il est précisé qu'une distribution exceptionnelle de réserves a été effectuée le 14 mars 2022 pour un montant de 178 millions d'euros au profit de l'associé unique

COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN

BRICO DEPOT

Immobilisations

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Virement de poste a poste	Acquisitions, créations et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0		0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		102 632 605		1 527 671
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0		0
	Sur sol d'autrui	55 996 951	538 335	1 780 392
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	220 050 807	6 552 530	8 606 647
Installations techniques, matériel et outillage industriels		113 799 741	6 824 179	6 924 781
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0		0
	Matériel de transport	0		0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	10 197 140	703 141	1 110 131
	Emballages récupérables et divers	0		0
Immobilisations corporelles en cours		16 529 951		16 833 854
Avances et acomptes		252 902		313 158
	TOTAL (III)	***416 827 492***	***14 618 184***	***35 568 963***
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		7 359	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		823 713	0	43 849
	TOTAL (IV)	***831 072***	***0***	***43 849***
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	***520 291 170***	***14 618 184***	***37 140 483***

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine Immob.fin d'exercice
		Virement de poste à poste	Cession, mise en HS ou mise en équivalence		
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	104 160 277	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	238 718	58 076 959	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	436 774	234 773 210	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	3 069 523	124 479 178	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	0	0
	Matériel de transport	0	0	0	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	133 308	11 877 104	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		14 618 184		18 745 620	0
Avances et acomptes		0	252 902	313 158	0
	TOTAL (III)	***14 618 184***	***4 131 225***	***448 265 230***	***0***
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	0	7 359	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	5 618	861 944	0
	TOTAL (IV)	***0***	***5 618***	***869 303***	***0***
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	***14 618 184***	***4 136 843***	***553 294 810***	***0***

Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables	Début d'exercice	Augmentions dotations	Apports fusion	Diminutions sorties et reprises	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)	0	0		0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	26 059 230	3 060		0	26 062 290
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions — Sur sol propre	0	0		0	0
Constructions — Sur sol d'autrui	38 788 479	2 708 830		238 718	41 258 592
Constructions — Installations générales, agencements	156 298 549	11 067 350		436 774	166 929 125
Installations techniques, matériels et outillages	93 339 266	6 868 759		3 069 523	97 138 502
Autres immo. corporelles — Installations générales, agencements divers	0	0		0	0
Autres immo. corporelles — Matériel de transport	0	0		0	0
Autres immo. corporelles — Matériel de bureau, informatique et mobilier	9 333 033	392 722		133 308	9 592 446
Autres immo. corporelles — Emballages récupérables et divers	0	0		0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)	***297 759 327***	***21 037 662***	***0***	***3 878 323***	***314 918 666***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***323 818 557***	***21 040 721***	***0***	***3 878 323***	***340 980 956***

Cadre B	VENTILATION DES DOTATIONS DE L'EXERCICE		AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	
Immobilisations amortissables	Amortissement linéaires	Amortissements dégressifs	Dotations	Reprises
Frais d'établissement et de développement (I)	0			
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	3 060			
Terrains	0			
Constructions — Sur sol propre	0			
Constructions — Sur sol d'autrui	2 708 830			
Constructions — Installations générales, agencements	11 067 350		158 132	300 147
Installations techniques, matériels et outillages	6 868 759		10 356	12 113
Autres immo. corporelles — Installations générales, agencements divers	0			
Autres immo. corporelles — Matériel de transport	0			
Autres immo. corporelles — Matériel de bureau, informatique et mobilier	392 722		15 785	8 509
Autres immo. corporelles — Emballages récupérables et divers	0			
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)	***21 037 662***	***0***	***184 273***	***320 769***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***21 040 721***	***0***	***184 273***	***320 769***

Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	4 238 356	184 273	320 769	4 101 860
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	***4 238 356***	***184 273***	***320 769***	***4 101 860***
Provisions pour litige	3 708 692	398 151	885 359	3 221 484
Frais de développement	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	118 660	95 205	118 660	95 205
Provisions pour pensions	54 936 822	5 092 500	5 555 710	54 473 612
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	26 222 105	9 021 475	10 022 509	25 221 071
TOTAL (II)	***84 986 279***	***14 607 331***	***16 582 238***	***83 011 372***
Provisions sur immos incorporelles	2 960 621	0	0	2 960 621
Provisions sur immos corporelles	2 802 170	0	1 536 544	1 265 626
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	18 163 996	7 927 867	18 163 996	7 927 867
Provisions sur comptes clients	1 447 424	1 706 504	1 447 424	1 706 504
Autres provisions pour dépréciations	4 236 335	3 079 403	2 287 959	5 027 779
TOTAL (III)	***29 610 546***	***12 713 774***	***23 435 923***	***18 888 396***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***118 835 181***	***27 505 377***	***40 338 930***	***106 001 628***
Dont dotations et reprises d'exploitation		18 261 691	27 959 415	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		9 243 687	12 379 515	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

Eléments constitutifs du fonds commercial

Le fonds commercial se décompose de la manière suivante :

Rubriques	Valeur à la fin de l'exercice précédent	Variation de l'exercice		Valeur à la fin de l'exercice
		Augmentation	Diminution	
Fonds de commerce	54 130 943			54 130 943
Mali de fusion :				
Affectés à des fonds de commerce	12 854 235			12 854 235
Dépréciations des fonds de commerce	-1 281 702			-1 281 702
Droits au bail	9 179 262			9 179 262
Amortissements des droits au bail	0			0
Dépréciations des droits au bail	-1 678 919			-1 678 919
Total	**73 203 820**	**0**	**0**	**73 203 820**

L'ensemble de la valeur du fonds est constitué des fonds de commerce de bricolage, acquis ou reçus par le biais d'apports et de fusions.
Les malis de fusion concernent d'anciennes filiales absorbées
1 fonds est déprécié, en application de la méthode de calcul des flux de trésorerie actualisés.

Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		861 944	0	861 944
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		***861 944***	***0***	***861 944***
Clients douteux ou litigieux		2 139 574	2 139 574	0
Autres créances		5 046 609	5 046 609	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		2 309 914	2 309 914	0
Securité sociale et autres organismes sociaux		4 003 059	4 003 059	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	12 925 659	12 925 659	0
	Autres impôts	1 338 560	1 338 560	0
	Etat - divers	0	0	0
Groupes et associés		319 606 383	319 606 383	0
Débiteurs divers		56 876 912	56 876 912	0
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		***404 246 670***	***404 246 670***	***0***
Charges constatées d'avance		6 714 839	6 714 839	0
TOTAL DES CREANCES		***411 823 453***	***410 961 509***	***861 944***
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		768 264	207 323	560 941	0
Fournisseurs et comptes rattachés		352 238 601	352 238 601	0	0
Personnel et comptes rattachés		54 449 404	54 449 404	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		26 503 935	26 503 935	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	21 200 391	21 200 391	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	18 290 533	18 290 533	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		13 432 430	13 432 430	0	0
Groupes et associés		46 173 160	46 173 160	0	0
Autres dettes		5 385 424	5 385 424	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		0	0	0	0
TOTAL DES DETTES		***538 442 143***	***537 881 202***	***560 941***	***0***
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA Fgx autre 61	27 600	0	0
CCA Eau	836	0	0
CCA Vet trav	782 801	0	0
CCA Loc Immo	2 631 766	0	0
CCA Autres Loc	68 061	0	0
CCA Ch Copro	106 561	0	0
CCA Entretien mat	512 209	0	0
CCA Entretien Immeub	322 290	0	0
CCA Documentation	15 843	0	0
CCA Publicité	160 190	0	0
CCA Edition distrib	732	0	0
CCA Affich LC	88 349	0	0
CCA frais gardien	17 554	0	0
CCA Prestinfo	13 808	0	0
CCA Hono	1 135	0	0
CCA Poste & Tél	4 646	0	0
CCA Taxes foncières	65 371	0	0
CCA Presse	5 316	0	0
CCA Autres Taxes	479 418	0	0
CCA Fgx-Manuel	738 913	0	0
CCA-Eco-Contributions	671 440	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	***6 714 839***	***0***	***0***

Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	*0*	*0*	*0*

Charges à payer

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	18 113
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	191 821 218
Dettes fiscales et sociales	71 778 706
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	1 452 737
Autres dettes	1 232 990
Total	**266 303 764**

Produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	939 287
Autres créances	55 826 173
Total	**56 765 460**

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Charges exceptionnelles
VNC des éléments d'actif cédés	0
Dotations au provisions pour risques	9 059 414
Amortissements dérogatoires	184 273
Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	916 907
Autres	2 745 631
TOTAL	***12 906 224***

Nature des produits	Produits exceptionnels
Prix cession d'éléments d'actif	3 121 891
Reprises provisions pour risques et transferts de charges	10 522 202
Reprises d'amortissements dérogatoires	320 769
Reprises dépréciations sur immobilisations	1 536 544
Autres	7 008 582
TOTAL	***22 509 989***

Nombre et valeur nominale des composants du capital social

	Nombre au début de l'exercice	Créés au cours de l'exercice	Remboursés au cours de l'exercice	Nombre au 31/01/2022	Valeur nominale
Actions ordinaires	2 400 000			**2 400 000**	100,00
Total	**2 400 000**	**0**	**0**	**2 400 000**	

Ventilation du chiffre d'affaires en KE

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/01/22	Total 31/01/21	Variation en % 2019/2018
VENTES DE MARCHANDISES	2 568 541	5 051	2 573 593	2 284 178	12,67%
PRODUCTION VENDUE					
De biens Vente de palettes	782	1	783	267	193,73%
De services Produits divers	10 879	7 952	18 831	28 811	-34,64%
De services . Location de véhicules	4 294		4 294	49	8628,59%
TOTAL	***2 584 496***	***13 005***	***2 597 501***	***2 313 305***	***12,29%***

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transf charges chèques impayés	802 770	79141600
Transf charges achats de marchandises	43 604	79160000
Transf charges démarques inconnues	0	79160100
Transf charges entretien immeuble	103 262	79161200
Transf charges entretien matériel	5 721	79161400
Transf Ch rep camion	27 660	79161600
Transf ch. Formation	31 235	79161850
Transf Ch Avt Nature	746 151	79164000
Transf Ch Salaires	2 472 448	79164100
Transf Ch Sociales	315 762	79164200
Transf Ch IDR	514 188	79164300
Transt Ch Activité Partielle	790 586	79164500
TOTAL	**5 853 387**	

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distribution sur résultats antérieurs		676 821 062
Distribution sur résultats antérieurs		160 000 000
Capitaux propres après distribution sur résultats antérieurs		516 821 062
Variations en cours d'exercice	**En moins**	**En plus**
Variation des provisions réglementées	320 769	184 273
Autres variations (Distributions, Résultat de l'exercice)		81 202 790
SOLDE		81 066 294
Situation à la clôture de l'exercice		**Solde**
CAPITAUX PROPRES AVANT REPARTITION		**597 887 356**

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	124 079 493	35 522 548	88 556 945
Résultat exceptionnel à court terme	9 603 765	1 887 850	7 715 915
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation aux fruits de l'expansion	-17 137 000	-2 066 930	-15 070 070
RESULTAT COMPTABLE	**116 546 258**	**35 343 468**	**81 202 790**

Entreprises liées : éléments relevant de plusieurs postes du bilan

Rubriques	Montant concernant les entreprises liées avec un lien de participation		Dettes/créances représ. par effets de commerce
ACTIF CIRCULANT			
Créances clients et comptes rattachés	6 916 933		
Autres créances	312 689 450		
Capital souscrit appelé non versé			
	319 606 383	**0**	**0**
DETTES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	45 446 053		6 406
Autres dettes	727 107		
	46 173 160	**0**	**6 406**

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

BRICO DEPOT

Engagements financiers donnés et reçus

ENGAGEMENT DONNES (CAUTIONS BANCAIRES)					
Garant	Bénéficiaire	Site concerné	Montant post-index	Date d'émission	Échéance
BNP	SIGPIERRE	CARCASSONNE	40 395	03/03/08	14/02/24
BNP	RHOPIERRE	CARCASSONNE	40 395	03/03/08	14/02/24
BNP	DKR PARTICIPATIONS	THOUROTTE	153 637	15/07/09	23/10/30
BNP	IMMORENTE	CLAIRA	202 974	15/12/10	08/10/30
BNP	SOFIRST	PLOUER	114 276	01/06/12	17/02/21
BNP	SAS CECOVILLE	CHAUMONT	96 500	06/07/12	durée indéterminée
BNP	SCI AP BERGERAC	MONTCEAU LES MINES	137 357	02/10/13	11/07/22
BNP	SO FIRST	NANTERRE	121 500	15/01/15	01/10/22
BNP	STE IMMOBILIERE GPE CASINO	LA RICAMARIE	13 982	23/01/15	02/03/25
BNP	NATEXIS LEASE IMMO	MULHOUSE	45 000	05/04/16	31/12/24
BNP	MERCIALYS	RENNES 2	143 750	22/12/16	26/07/26
BNP	ALTA LES ESSARTS	LES ESSARTS LE ROI	100 000	22/12/16	28/02/26
BNP	LAVAL IMMO	LAVAL	115 000	22/12/16	30/10/26
BNP	SI NO LA	SISTERON	87 500	09/03/17	01/10/23
BNP	LA MAISON DU TREIZIEME	LE POINCONNET	75 000	10/03/17	31/12/23
BNP	LEXY PARK	LEXY	95 000	05/07/17	19/09/27
BNP	CARMILLA	BREST	112 500	11/09/17	16/10/26
BNP	LES LAURIERS	HAGUENAU	161 458	01/07/18	31/03/26
BNP	CARMILLA	BREST	75 000	07/09/18	28/02/25
BNP	CARMILLA	BREST	112 500	07/09/18	16/10/26
BNP	SCI AP BERGERAC	MONTCEAU LES MINES	136 919	20/11/18	31/12/22
BNP	SCI MERLI 4	EPINAL 2	128 090	18/10/19	29/02/28
BNP	SCI DES GENEVRIERS	CHALEZEULE	57 213	08/01/20	30/09/25
BNP	SCI FOCH	PERRIGNY	111 380	08/01/20	31/12/26
BNP	SCI Les Marais	ANDILLY	110 000	12/01/21	31/12/29
BNP	HIRIS	ST PRIEST	14 750	25/03/21	31/12/29
BNP	CER CANYON SARL	Siège	36 000	02/03/21	30/04/31
BNP	SCI PAUL	CARPIQUET	42 500	17/03/21	31/10/25
BNP	DKR PARTICPATIONS	GARGES LES GONESSES	177 500	19/11/21	30/03/33
BNP	DKR PARTICPATIONS	THOUROTTE	137 500	24/11/21	01/04/33
BNP	DIRECTION GENERALE DES FINANCES		425 632	16/03/09	durée indéterminée
BNP	DOUANES		550 000	27/03/18	durée indéterminée
		TOTAL	3 971 208		

ENGAGEMENT RECUS (CAUTIONS BANCAIRES)			
Détail des engagements reçus			
CAUTIONS BANCAIRES RECUES DES FOURNISSEURS DANS LE CADRE DES TRAVAUX IMMOBILIERS	38 280		
TOTAL	38 280		

Situation fiscale latente ou différée

Rubriques	Bases	Impôt (Taux : 25.83%)
IMPOT DU SUR :		
Provisions réglementaires :		
Provisions pour hausse de prix		
Provisions pour fluctuation des cours		
Provisions pour investissements		
Amortissements dérogatoires	4 101 860	1 059 510
Subventions d'investissement		
TOTAL ACCROISSEMENTS		**1 059 510**
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :		
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) .		
Congés payés		
Participation des salariés	17 137 000	4 426 487
Organic	293 384	75 781
TASCOM	474 798	122 640
Ecarts de conversion passif	3 032	783
A déduire ultérieurement		
Provisions et dépréciations diverses	13 790 877	3 562 183
Provisions pour propre assureur		
Autres . Provisions pour indemnités de départs en retraite	54 473 612	14 070 534
TOTAL ALLEGEMENTS		**22 258 409**
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE		**-21 198 898**
IMPOT DU SUR :		
Plus-values différées sur instruments de couverture	7 033 752	1 816 818
CREDIT A IMPUTER SUR :		
Amortissements réputés différés		
Déficits reportables		
Moins-values à long terme		
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE		**1 816 818**

Effectif moyen par catégorie

Effectf	HOMMES	FEMMES
TITULAIRES D'UN CONTRAT DE TRAVAIL :		
Employés	3 606	2 403
Agents de maîtrise	963	597
Cadres	801	450
SANS LA VENTILATION CI-CONTRE :		
Personnel prêté : 604		
Personnel mis à disposition : 714		
TOTAL	***5 370***	***3 450***